



## Réouverture du musée Picasso, le ministère d'Aurélie Filippetti va-t-il privatiser ?

La droite, lorsqu'elle pilotait le ministère de la culture en mode RGPP, ne s'en cachait pas : toute réouverture de musée après travaux et plus largement d'établissement accueillant du public, et, a fortiori, toute nouvelle ouverture devaient être mises à profit pour externaliser les missions. On se souvient parfaitement que ce modèle de destruction du service public culturel avait été livré clés en main par le funeste « rapport Miquel ».

Pour le MUCEM notamment, comme pour le musée Picasso, la doctrine du cabinet de Frédéric Mitterrand était on ne peut plus claire : privatisation dans les grandes largeurs des missions d'accueil, de surveillance, de médiation et, sans surprise, de production et de diffusion commerciale. L'argument qui nous était servi alors, et que le gouvernement actuel continue hélas à marteler, tenait principalement à la fameuse réduction des dépenses publiques et à la soi-disant incontournable austérité budgétaire.

S'agissant du MUCEM, la droite avait jeté les bases d'un projet purement libéral en matière, entre autres, de gestion, d'emploi, et de conditions de travail. La gauche arrivée aux affaires au printemps 2012 a bouclé le projet sans remettre en cause les mesures de privatisation de nos missions historiques et essentielles.

Le musée Picasso fermé pour travaux depuis 2011 devrait rouvrir ses portes au public début 2014. Cette réouverture attendue au plan muséal et culturel est aussi un rendez-vous politique et social extrêmement important pour le cabinet d'Aurélie Filippetti. La ministre prendra-t-elle en effet la responsabilité d'externaliser les missions citées ci-avant ? Prendra-t-elle la responsabilité d'affaiblir un peu plus des filières professionnelles qui sont au cœur de nos réseaux de service public culturel. Prendra-t-elle la responsabilité de mettre un peu plus en péril des métiers qui sont la chance et la force de notre ministère ?

Nous ferons tout pour être entendus. Et notre détermination est d'autant plus grande que le cabinet et la direction générale des patrimoines (DG.P) se sont engagés dans la mauvaise voie.

Les multiples interventions de la CGT-Culture et de son syndicat des musées et domaines (SNMD) pour connaître les intentions et les choix du ministère ont reçu des réponses dilatoires. Interpellée une énième fois par la CGT sur Picasso le 31 mai dernier à l'occasion d'une réunion ministérielle sur la politique muséale, l'administration fit la réponse suivante : la ministre n'a pas encore arbitré ; nous vous convierons à une réunion en temps voulu...

Une semaine plus tard, nous avons découvert que plusieurs appels d'offres pour le musée Picasso étaient ouverts. Le premier porte sur le service sécurité/sûreté ; le second sur le droit d'entrée, la vente, les visites conférences. Ainsi, au total, toutes les missions « face public » devraient être externalisées !

Interpellé par la CGT en séance du comité technique de la DG.P le 7 juin sur la base de ces éléments nouveaux, graves et incontestables (les appels d'offres en question sont en effet publiés en ligne sur boamp.fr), le directeur général des patrimoines a fait une réponse embarrassée et carrément à côté de la plaque. On pourrait la résumer ainsi : dormez tranquilles, rien n'est encore décidé.

Outre qu'elles viennent contredire tous les beaux discours du moment sur le dialogue social, ces manœuvres grossières ne trompent personne et certainement pas la CGT.

Pour notre part, nous entendons bien adresser un message clair, direct et sans détour à la ministre et à son cabinet : pas question pour nous d'accepter ces nouvelles externalisations/privatisations ; pas question de baisser la garde sur la défense du service public culturel et du service public muséal.

**Pour la CGT, les menaces qui pèsent aujourd'hui sur le musée Picasso constituent un casus belli. Ces menaces doivent être levées sans plus attendre par la ministre. La ministre doit se porter garante du service public.**

Paris, le 20 juin 2013